



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Pôle Élevages Est

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 20/12/2023

Contexte et constats

Publié sur



EARL AVICOLE DU VIVIER

LES FILLES DIEU
77160 PROVINS

Références : E-PEE/Maz/233021

Code AIOT : 0057700166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2023 dans l'établissement EARL AVICOLE DU VIVIER implanté LES FILLES DIEU 77160 PROVINS. L'inspection a été annoncée le 13/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 20 décembre 2023 s'inscrit dans le rythme normal d'inspection prévu par le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, applicable aux établissements d'élevage relevant de la directive I.E.D.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL AVICOLE DU VIVIER
- LES FILLES DIEU 77160 PROVINS
- Code AIOT : 0057700166
- Régime : Autorisation (Rubrique n° 3660 "Elevage intensif")
- Statut Seveso : Non
- Statut IED : Oui

Le site d'élevage avicole des Filles Dieu à Provins est composé de 4 bâtiments d'élevage de poulets de chair à claustration, d'une capacité autorisée totale de 108 000 emplacements de volailles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en oeuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD)
- Hygiène générale et protection de la salubrité publique
- Gestion et valorisation des effluents d'élevage, gestion des déchets
- Sécurité générale et prévention des accidents
- Protection de l'air et de l'eau
- Prévention des nuisances

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

g

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'établissement existe depuis de nombreuses années et n'a jamais fait l'objet de plainte ou d'incident d'exploitation notable.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Lettre de suite préfectorale	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
5	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
6	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 24	Sans objet
7	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 3	Sans objet
8	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 3	Sans objet
9	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 3	Sans objet
10	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 4	Sans objet
11	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 25	Sans objet
12	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 32	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 5	Sans objet
14	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 5	Sans objet
15	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 6	Sans objet
16	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 8	Sans objet
17	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 8	Sans objet
18	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 8	Sans objet
19	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 10	Sans objet
20	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 13	Sans objet
21	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11	Sans objet
22	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11	Sans objet
23	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11	Sans objet
24	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 27	Sans objet
25	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 1, 2, 9, 12, 26 et 29	Sans objet
26	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 1, 2, 9, 12, 26 et 29	Sans objet
27	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 13 décembre 2022, une démarche de régularisation a été entamée. L'inspection du 20 décembre 2023 a permis de confirmer la mise à niveau des outils de suivi de l'activité et des installations, précédemment manquants. Le dernier point à régulariser nécessitant une procédure d'autorisation environnementale, il n'est pas encore soldé, même si la démarche a été lancée. Elle devrait aboutir sous 9 mois.

2-4) Fiches de constats

POINT DE CONTRÔLE N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : L'établissement a été construit conformément au dossier d'autorisation, revu lors du réexamen de l'autorisation environnementale faisant suite à la parution du BREF Élevage, le 21 février 2017. Aucune évolution majeure dans l'infrastructure et le bâti n'a été opérée depuis. Les déclarations de mise en place des bandes de poulets confirment le dépassement de capacité, jusqu'à 126 000 volailles mises en place pour une capacité autorisée de 108 000, dont la régularisation doit l'objet faire l'objet de la procédure d'autorisation environnementale, pour laquelle l'exploitant a obtenu un cadrage préalable, daté du 18 décembre 2023.
Observations : La régularisation de cette non-conformité est en cours, selon l'injonction préfectorale formulée à l'issue de la précédente inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

POINT DE CONTRÔLE N° 2 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Aucun désordre n'a été constaté durant la visite. L'exploitant met en œuvre lui-même les procédures visant à prévenir les proliférations d'animaux nuisibles. Il a présenté les documents de suivi qu'il utilise.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport

avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

L'installation est desservie par la défense incendie de la ville de Provins, dont une réserve d'eau publique située à l'entrée du site.

L'exploitant dispose d'extincteurs qui sont régulièrement suivis. Le dernier bordereau d'intervention de la société VERITECH, datée du 14 novembre 2023, a été présenté.

Les barrages de gaz sont bien en place au niveau des réserves de gaz et du système de chauffage de chaque bâtiment.

Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats :

Ces prescriptions sont respectées.

Le contrôle de conformité électrique a été réalisé le 13 avril 2023 par la société VERITECH.

Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 5 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Aucune anomalie n'a été relevée lors de cette visite, s'agissant de ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 6 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 24
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant estime les quantités d'azote total et de phosphore total excrétés à partir de l'analyse des effluents d'élevage
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 7 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 3
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant fournit des apports protéiques alimentaires en adéquation avec les besoins des animaux
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 8 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 3
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant fournit aux animaux une alimentation multiphase, c'est-à-dire répondant aux besoins spécifiques des périodes de production
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 9 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 3
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant fournit aux animaux un régime alimentaire pauvre en protéines et enrichi en acides

aminés essentiels
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 10 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 4
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant fournit des aliments contenant des additifs alimentaires visant à réduire les quantités de phosphore excrété
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 11 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 25
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant estime les émissions d'ammoniac de l'établissement à l'aide d'un bilan massique sur l'azote (en se basant sur les quantités d'aliment ingérées, les performances de l'animal et la teneur en MAT du ou des aliments)
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 12 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 32
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un système de ventilation dynamique, associé à un système d'abreuvement ne fuyant pas
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 13 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 5
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise le lavage des bâtiments et des équipements à l'aide d'un système de nettoyage à sec ou d'un laveur à haute pression
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 14 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 5
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant vérifie et ajuste si nécessaire les quantités d'eau délivrées par les systèmes d'abreuvement
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 15 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 6
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les eaux de pluie non contaminées sont séparées des flux d'eaux résiduelles nécessitant un traitement
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 16 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 8
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un système efficace de refroidissement et de ventilation
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 17 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 8
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de murs et de plafonds des bâtiments d'élevage bien isolés
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 18 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 8
Thème(s) : Élevage, MTD

Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un échangeur de chaleur air – air
Constats : Ce dispositif est en place.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 19 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 10
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'établissement dispose ses équipements de façon à réduire les niveaux de bruit
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 20 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 13
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : Les conditions de sortie d'air des bâtiments sont optimisées
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 21 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant distribue une alimentation humide, en granulés ou, pour les systèmes d'alimentation sèche, contenant des matières premières huileuses ou des liants
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 22 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un système de ventilation conçu et utilisé pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur des bâtiments
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 23 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un système de brumisation d'eau
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 24 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 27
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant estime les émissions de poussières à l'aide de facteurs d'émission
Constats : L'exploitant utilise les outils mis à disposition des exploitants sur la plateforme ministérielle GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 25 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 1, 2, 9, 12, 26 et 29
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de contrôle et d'entretien de ses installations
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 26 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 1, 2, 9, 12, 26 et 29
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine des procédures de gestion des incidents et accidents
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 27 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 23
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare ses émissions dans l'atmosphère
Constats : L'exploitant est à jour de ses obligations en la matière.
Type de suites proposées : Sans suite